



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 27 JANVIER 2022

PRESENTS : M. Christophe REVIL- Maire, Adjoints : Mme MN. STRECKER ; Mme B. BERTHON ; M.Y. PASDRMADJIAN ; Mme. S. ALPHONSE ; M. JL. BOUCHAUD ; Mme. S. IMBERT ; M. J. TOMASINO ;
Conseillers municipaux : M. M. PELLOUX-PRAYER ; Mme. C. RANGOD ; Mme. M. BRUN ; M. R. DA SILVA ; Mme. M. TROUILLEAU ; M. R. KELLER ; Mme. J. GIRAUD ; M. F. GIRARD ; Mme. A. CHIANTIA ; M. S. MOREL ; Mme. M. MURIDI ; M. F. GUITTON ; Mme. L. FINET ; Mme. N. COTTE ; M. D. CAIROLA ; Mme. I. COMTE DELPLACE ; M. L. MARTIGNAGO.

ABSENTS : Mme. A. BOUCHET.

POUVOIRS : M.R. TRECOZZI à M. Y. PASDRMADJIAN ; M. Y. GUERIN à Mme. I. COMTE DELPACE ; M.P. ROUSSET à M. R. KELLER.

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SÉANCE : 19H02

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

Clôture DE LA SÉANCE : 21H13

Précédent compte-rendu : du 16/12/2021.

Procès-verbal du conseil municipal: du 16/12/2021. Vote : à l'unanimité.

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature des documents :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du jeudi 27 janvier 2022
- Approbation des délibérations du conseil municipal du 16 décembre 2021,

ORDRE DU JOUR

N°	OBJET DES PROJETS DES DELIBERATIONS	SERVICE / RAPPORTEUR
AFFAIRES GENERALES		
1	Débat sur la politique générale de la commune	AG/CR
FINANCES ANALYSE COMMANDE PUBLIQUE		
2	Débat d'orientation budgétaire : budget communal 2022.	FACP/ BB
3	Avance de la subvention de fonctionnement 2022 pour l'association Claix Football	FACP/ MB
RESSOURCES HUMAINES		
4	Création de deux postes d'adjoint technique à temps complet	RH/ BB
DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT		

5	Espace Naturel Sensible (ENS) de la Colline de Comboire – Demande de soutien financier au programme d'actions 2021	DTAE/ YP
6	Convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire pour l'année 2022.	DTAE/ YP
AFFAIRES GENERALES		
7	Approbation des statuts de Grenoble-Alpes Métropole	AG/ MNS
8	Approbation du rapport de la CLECT du 25 novembre 2021	AG/ CR
DIRECTION EDUCATION JEUNESSE		
9	Signature d'une convention « Petits Déjeuners » avec le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports pour l'Ecole François Mignot	DEJ/ SA
10	Avenant n°3 au contrat de fournitures de repas entre la Société Publique Locale (SPL) Vercors Restauration et la Ville de Claix	DEJ/ SA
11	Création d'une grille tarifaire pour les activités proposées par le service jeunesse	DEJ/ SA

PV du 16/12 : Nathalie Cotte signale une erreur de date page 4 : 2021 au lieu de 2022
Page 24: Concernant la délibération portant sur une demande de subvention pour les caméras de vidéosurveillance, Nathalie COTTE demande la suppression de la phrase : « vous êtes contre la vidéo protection », Pas d'objection à cette demande de la part de M. Le Maire
PV Adopté à l'unanimité.

Isabelle Comte Delplace : Pouvez-vous nous fournir des précisions concernant l'arrêté portant sur l'interdiction de consommation d'alcool sur l'espace public?
Christophe Revil : Il s'agit d'une mise à jour globale, arrêté sur les parcs publics et les places. Je propose de vous l'envoyer.
Isabelle Comte Delplace : Il faut communiquer sur cette mesure autrement que par l'affichage réglementaire.
Christophe Revil : Effectivement nous allons communiquer plus amplement.

1/ Débat sur la politique générale de la commune

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-19,

VU la séance du conseil municipal du 16 décembre 2021, ou la demande de la tenue d'un débat sur la politique générale de la commune a été formulée,

CONSIDERANT la demande formulée par plus d'un dixième des élus municipaux,

PROPOSE qu'un débat de politique générale de la commune, se tienne au cours de la séance du conseil municipal de ce jeudi 27 janvier 2022,

PROPOSE de prendre acte de la tenue débat sur la politique générale de la commune,

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

C'est le 1er point, il est une des nouvelles dispositions relatives à la proximité de l'action publique et c'est avec plaisir que je me livre à cet exercice qui permet de revenir sur nos grands axes d'action, sans pour autant que cela n'occulte le travail du quotidien (qui est d'ailleurs l'essentiel du travail des communes : à savoir la proximité et l'accompagnement au quotidien de nos administrés ... c'est la notion même de service public que je veux illustrer pour débiter ...

... Ce service public a montré (encore d'avantage ces derniers mois) combien il sait s'adapter, innover pour répondre à des missions toujours plus larges et parfois très inattendues ... La crise sanitaire nous a bien montré l'agilité de nos structures, récemment encore avec la mise en place en urgence d'un centre de vaccination qui a accueilli près de 5000 personnes en 3 semaines !

L'année 2021 s'est en effet achevée dans un contexte sanitaire difficile. Le rebond de l'épidémie de COVID a poussé les collectivités territoriales, dont la nôtre, à abattre la carte de la proximité pour répondre à la nécessité d'être : « Aux côtés des Clairois ». Ce nom que porte notre équipe prend encore tout son sens : continuité, proximité, engagement, ont été une nouvelle fois cette année au cœur de notre action.

Dans la continuité du soutien en 2020 aux Clairois face au COVID (je veux rappeler la fabrication et la distribution de masques ou l'activation de la ligne téléphonique « Appel Age », l'aide aux courses, etc.) nous avons collectivement fait face aux vagues successives qui ont déferlé.

Notre budget communal, nos services, se sont adaptés à la situation : les écoles furent équipées de détecteurs de CO2, de purificateurs d'airs dans les cantines, le nettoyage de nos établissements publics renforcé, les associations soutenues. Les élus, les services, ont répondu collectivement à l'urgence de permettre l'accès au plus grand nombre d'abord aux tests puis à la vaccination, avec la mise en place, en décembre pour 3 semaines de ce centre de vaccination !

Nous avons largement pris notre part, avec responsabilité, à l'accompagnement de cette crise pour en atténuer l'impact sur nos vies quotidiennes !

Pour autant, nous sommes restés déterminés à ne pas laisser cette pandémie anesthésier la vie de notre commune : 2022 s'inscrira dans la continuité de la vision que nous portons, dans la poursuite des grands projets amorcés.

Malgré les obstacles engendrés par la crise sanitaire (je pense notamment à la disponibilité de nos agents (parfois concentrés sur de nouvelles urgences), je pense aussi à la disponibilité de nos partenaires eux aussi impactés (services de l'Etat, partenaires d'autres collectivités (en particulier à la Métropole) eux aussi parfois moins disponibles, hé bien nous avons avancé, suivant notre cap pour une commune « belle par nature, ouverte et solidaire »

1er objectif de nos actions : Agir en faveur de tous

Une commune proche de ses habitants, c'est une commune où chaque âge de la vie est accompagné. Je le répète, nous sommes le premier échelon de proximité et la citoyenneté s'éveille dès le plus jeune âge !

En 2021, le Projet Jeunes (qui est au cœur de notre mandat) a connu un formidable coup d'accélérateur avec la mise en place du Conseil Municipal Jeunes, pleinement intégré dans la vie de la commune, dans nos commémorations ; les 12 jeunes conseillers municipaux sont au travail et fourmillent d'idées qu'ils viendront nous présenter ici.

Evidemment l'opération Jobs Jeunes Jobs d'été se poursuit... nous présenterons la 4ème édition dans quelques jours. Elle connaît toujours un grand succès et nous avons été depuis son lancement imité par d'autres communes sur la volonté de l'ouvrir aux jeunes dès l'âge de 16 ans !

Le fonds de soutien aux Initiatives Jeunes monte en puissance ... nous avons ici validé ensemble 2 projets.

Bientôt, pour les vacances de février, un tout nouveau local de rencontres et d'activités sera ouvert au cœur du Bourg pour les adolescents. Il sera leur QG, leur camp de base pour proposer et porter leurs projets !

La jeunesse est un défi : il nous faut transmettre et éveiller nos futurs adultes à la vie démocratique et citoyenne.

Notre société souffre d'un mal terrible, celle de la défiance envers tous, envers les institutions, envers ses représentants : offrir aux jeunes la possibilité de comprendre la société, les institutions, et d'y prendre part pleinement, est de notre responsabilité.

Agir en faveur de tous, c'est aussi porter la plus grande attention au bien vieillir !

Cette année Claix a aussi, encore un peu plus, affirmé son identité de Ville Amie des Aînés. Ce précieux label couronne une réflexion permanente sur la place des seniors dans notre commune, dans sa politique sociale bien sûr mais aussi dans ses choix d'aménagements,

dans la conception de nos programmes bâtis pour qu'ils répondent à chaque parcours de vie ou encore dans la façon de créer des liens intergénérationnels.

Notre objectif est simple : nous souhaitons que celles et ceux qui ont aimé vivre à Claix, y élever leurs enfants, ou qui souhaitent à présent les rejoindre sur la commune, puissent le faire à l'heure où les instants de la vie sont encore plus précieux. L'enjeu du maintien de l'autonomie à domicile est un enjeu national, mais aussi et surtout communal : notre soutien au CCAS, à la Résidence, ne sera pas démenti encore cette année.

Permettre à tous les âges de la vie de s'épanouir à Claix repose enfin sur une politique culturelle et associative ambitieuse. C'est le cœur d'une commune qui vit, c'est un vecteur de lien social puissant : la crise sanitaire nous a démontré combien, lorsque nous en étions privés, cela nous a manqué ! Nous continuerons de faire vivre notre salle de spectacle (les investissements récents permettront d'attirer de nouveaux spectacles !), notre école de musique : 2022 sera l'année d'un nouveau Festival, le Festival Belles Musiques, dédié à la Musique de Chambre, avec une forte programmation musicale sur 3 jours. La vie associative, que nous accompagnons humainement, financièrement, logistiquement, a repris ; et quand les temps étaient plus difficiles, nous avons été aux côtés des associations.

2ème objectif de nos actions : Sécuriser l'espace public

Cette priorité est d'assurer la sécurité au sens large de chacune et de chacun des Claixois. Comment pourrions-nous inciter les Claixois à vivre leur commune, à s'y déplacer au quotidien de façon vertueuse, sans porter une attention particulière à la sécurité des déplacements ? C'est une mission que nous menons en étroite partenariat avec la Métropole pour assurer la sécurité de façon concrète sur la voirie : l'installation d'écluses de ralentissement (La Balme, La Côte, les Pérouses) et de plots (avenue de la Libération, avenue de Belledonne -en test), la réfection de trottoirs, le marquage d'un pédibus à Malhivert, de pictovélos, sont autant d'actions concrètes que nous avons travaillé avec la Métropole ; en ce moment l'avenue Bougault est en chantier pour terminer son aménagement, suivra aussi celui de la montée de la Croix Blanche. Ce travail partenarial sera poursuivi en 2022 sur plusieurs endroits de la commune. Ces aménagements de voirie sont une condition première pour garantir la sécurité des piétons et des cycles... mais aussi pour apaiser la vitesse de circulation sur la commune. Nous poursuivrons ce travail en 2022, avec par exemple l'harmonisation des limitations de vitesse existantes : elles s'appliquent à tous, et doivent être respectées, en ce sens nous poursuivrons les actions de verbalisation envers les chauffards !

2022 s'inscrit dans la continuité de 2021, où nous avons renforcé les moyens humains et logistiques de notre Police Municipale pour assurer une protection efficace des personnes et des biens. Nous avons recruté un 3e agent de PM, mis les moyens dans leur équipement (caméras piétons, port d'arme, radar, nouvelle voiture...), repensé leurs plages horaires pour permettre aux Claixois de bénéficier d'une présence de la PM en soirée. Nous avons enfin renforcé notre collaboration avec la gendarmerie (avec la tenue d'actions communes de contrôle une fois par mois, l'animation du réseau de vigilance citoyenne). Ce maillage du territoire claixois est parachevé par la poursuite du déploiement de la vidéo-protection, maillant désormais presque tout le territoire, avec un point d'attention particulier sur toutes les entrées et sorties de la commune.

Oui, agir pour la sécurité des personnes et des biens est un choix politique fort, assumé : c'est la garantie d'une vie quotidienne apaisée.

3ème objectif de nos actions : Préserver l'environnement pour asseoir encore d'avantage notre identité d'une « commune belle par nature »

Claix peut s'enorgueillir d'abriter 2 Espaces naturels sensibles, bientôt 3.

L'ENS de la colline de Comboire est maintenant à son rythme de croisière. Le plan de gestion est pleinement opérationnel, pour mieux connaître les richesses locales (grâce à des inventaires), pour mieux gérer la fréquentation. Je peux citer les actions de limitation des véhicules motorisés, le réaménagement du belvédère qui est en cours.

Bientôt avec le Conseil Départemental nous labéliserons le site d'escalade.

Le Conseil départemental avec lequel nous collaborons pour la gestion de l'ENS de la Tourbière du Peuil.

Et puis nous finalisons en ce moment, sous l'égide du PNRV, le plan de gestion pour l'ENS des falaises du Vercors qui sera une grande première avec aussi les communes voisines ... c'est Claix qui est à l'origine de ce projet et nous pouvons en être fiers !

Nos actions en faveur de la biodiversité se portent aussi sur l'Etang des Bauches. En 2021, il a fait l'objet d'un entretien particulier (pose de passerelles, entretien de la végétation), et l'année à venir verra sa remise en eau ! avec également d'autres travaux pour mettre en valeur cet écrin magnifique !

Plus largement, une réflexion sur un plan pluriannuel d'investissements sur les affluents du Drac démarrera avec la Métropole.

Pour ces espaces sensibles, notre priorité est toujours de trouver l'équilibre entre la fréquentation du public, et la biodiversité qu'il faut préserver !

Bien sûr, nous allons poursuivre le travail de sensibilisation et d'éducation à l'environnement dans les écoles, avec l'objectif d'augmenter les espaces supplémentaires « Nature et Jardin ».

Je rappelle que nos cours d'écoles sont désormais labélisées « Refuge LPO »

Claix a obtenu cette année la 2e fleur au concours des Villes et Villages Fleuries, ce n'est pas un hasard ! Cela vient couronner nos efforts en matière de cadre de vie. Dans le même dynamique, au printemps nous inviterons les Claixois à s'emparer pleinement de ce sujet en particulier dans le bourg ancien pour fleurir balcons et trottoirs, avec aussi la création d'une « Bourse aux Fleurs ».

Nous poursuivons, avec la Métropole, le travail engagé autour de la collecte des déchets ; Claix est une des communes les plus vertueuses de la Métro dans ce domaine ... après la campagne de tri, la mise en place du tri des déchets alimentaires dans les cantines, les poubelles marron dans certains bâtiments collectifs, la réflexion doit tendre vers les points noirs, encore à améliorer. Enfin, sur l'éclairage public, la commune a réalisé en 2021 son Schéma Directeur d'Aménagement Lumière, et poursuivra ses investissements sur le changement du matériel et la recherche de nouvelles zones d'extinctions. Nous poursuivons un ambitieux programme pour diminuer notre impact carbone !

Je n'oublie pas nos agriculteurs, nos exploitants agricoles, qui font un travail formidable sur la commune et nous permettent de consommer « local ». Nous les avons d'ailleurs mis à l'honneur lors de la soirée des nouveaux arrivants, avec un panier offert aux participants, pour les faire connaître : il nous faut les soutenir ! Enfin, la commune poursuit le travail autour de la démarche PAEN, avec à venir, la définition d'un plan d'action concret en partenariat avec la Métropole et le Conseil départemental ! (Périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains).

4ème objectif de nos actions : Requalification de l'espace public

En 2021 nous avons aussi poursuivi le projet « Cœur de Ville, Cœur de Métropole ». C'est un projet à étapes qui prendra plusieurs années mais qui, patiemment, nous permettra d'offrir au bourg de Claix un visage plus doux, un environnement plus accueillant, agréable et apaisé, favorisant l'attractivité pour un avenir plus dynamique.

Les actions concrètes se succèdent au gré des urgences et des opportunités, notamment des mutations foncières :

En 2021, l'Agence Postale Communale a emménagé dans des locaux tout neufs, la façade de l'hôtel de ville a été liftée et la restauration du kiosque à musique est en cours.

Dans quelques semaines l'aménagement de la Place du champ de foire commencera. En partenariat avec la Métropole, un parking paysager permettra d'y organiser 19 places aux portes du village.

Le bâtiment du Saint Ange est en cours d'acquisition ! Après quelques gros travaux nous pourrions y installer un nouveau bar-restaurant qui dynamisera le cœur du bourg.

Puis au 2ème semestre de cette année, toujours avec l'appui de la Métro, nous débuterons la requalification de la Place Hector Berlioz ; nous lui conserverons bien sûr son caractère en y apportant plus de quiétude et d'apaisement. Vous le voyez, ainsi, après le distributeur de billets, les cabinets médicaux, l'achat de plusieurs commerces, nous continuons à construire le puzzle qui, pièce après pièce, dessinera un village toujours plus accueillant. Nous avançons en fonction des opportunités foncières qui nous sont offertes !

Ainsi peut-être que demain la Grange aux Dames sera en vente, la commune devra se positionner ; d'autres mutations foncières sont possibles ; là encore il nous faudra faire preuve d'agilité pour saisir toutes les opportunités qui se présenteront !

Nous avons le même raisonnement pour le secteur de Pont-Rouge : la commune deviendra pleinement propriétaire de la Place du Petit Rochefort et pourra poursuivre son aménagement pour en faire un square qualitatif avec des premières actions dès ce printemps.

Le dynamisme de ce quartier est essentiel ! C'est un des poumons économique et social de notre commune : des animations vont s'y multiplier (avec notamment une escale du Festival Belles Musiques et le prochain Marché de Noël après le grand succès de celui de 2021 !) ... avec aussi la tenue du marché du mardi et du vendredi qui s'est étoffé de quelques commerçants !

Par ailleurs, avec la Métropole, la réflexion avance sur le franchissement du Drac par les cycles et la poursuite en direction de Varcès avec le réaménagement de l'avenue de la Libération.

Conclusion

Voilà chers Collègues, je ne pourrai jamais être exhaustif quant aux nombreuses actions que nous portons, mais j'ai développé ici les grands axes des politiques que nous défendons, et les engagements de l'équipe municipale, dont l'objectif est d'être encore et toujours « Aux Côtés des Clairois » ... et en gardant toujours à l'esprit que c'est anticipant que nous définissons un avenir mais que c'est ajustant que nous le construisons concrètement !

Le débat est ouvert.

Nathalie Cotte : Nous souhaitons avoir plus de détails sur les OAP et les projets tels que la Ronzy et du parc Charles De Gaulle ? Est-ce possible d'avoir le phasage de ces opérations ? En ce qui concerne CVCVM : je constate la dernière réunion remonte à plus de deux ans depuis plus de réunion. Nous avons besoin d'informations précises. Il nous manque la vue d'ensemble de tout ce qui va être fait et comment vous pensez associer les habitants Comment pensez-vous inscrire ces espaces avec des trames de déplacements sécurisés ?

En ce qui concerne le St Ange quel type d'appel à projet pensez-vous faire ? Est-ce en cours ?

Un autre point important est la liaison entre Pont Rouge et le Bourg comment franchir le pont en toute sécurité alors que la piste cyclable est souvent inondée ?

En ce qui concerne les travaux de l'autoroute : Le collectif Libération vous a saisi sur les travaux de revêtement. Seul celui de A51 a été fait alors que l'autre revêtement de l'A480 est trop bruyant. Ce collectif attend toujours une réponse de votre part. Qu'en est-il ?

Dominique CAIROLA : Pour la réhabilitation du St Ange en nouveau local de restauration qui va prendre en charge les travaux ? Est-ce cohérent et viable comme projet ? Avez-vous fait une étude de faisabilité avant de vous porter acquéreur ?

Luc Martignago : Comment pensez-vous mener ce projet ? Avec quels acteurs ? et que dire du projet de réhabilitation de Savoyères ? Vous aviez un projet il me semble de lieu pour les jeunes ? pourquoi faire ?

Isabelle Comte Delplace : Est-ce possible une fois par an d'avoir un rapport des élus de la métropole sur les dossiers clairois ?

Christophe REVIL : Je vais répondre tout d'abord sur le projet du St Ange :
-L'acquisition est en cours, le compromis signé. Je me souviens de l'émoi de perdre ce lieu, à l'équilibre fragile. C'est la même logique que pour les autres locaux que nous avons achetés, la céramiste, l'épicerie ...la puissance publique doit être propriétaire pour permettre des loyers adaptables et raisonnables. Le St Ange avait une surface qui permettait une activité qui fonctionnait économiquement mais avec un équilibre fragile. Effectivement, le-

nombre de couvert pouvait être un obstacle et c'est pour cela que j'ai fait mention de gros travaux. Il faudra sans doute augmenter la capacité en nombre de couvert en sacrifiant le logement du 1^{er} étage avec la création d'une mezzanine. Nous avons rencontré des porteurs de projets (5 OU 6) mais pour l'instant l'appel à projet n'a pas été lancé. Un groupe de travail suivra l'évolution de ce projet.

Nathalie Cotte : Merci pour ces éléments et le 2^{ème} étage quel sera son devenir ?

Christophe Revil : L'accès à ce logement est difficile, celui-ci est en mauvais état et la cohabitation restaurant /logement est difficile. Il faudra étudier les deux options un appartement à disposition du porteur ou un logement complètement indépendant ? A ce stade, rien n'est décidé.

Nathalie Cotte : Il manque de la surface de terrasse ? Est-ce possible de l'agrandir ?

Christophe Revil : Nous avons déjà fait cette proposition au CARPEDIEM. Le réaménagement de la place Hector Berlioz prendra cela en compte afin de prévoir une partie de terrasse de l'autre côté au niveau du bassin, c'est une hypothèse

Christophe Revil : Concernant CVCM les réunions publiques sont difficiles à organiser avec la crise sanitaire. Nous souhaitons créer des groupes de travail mais nous devons attendre le devenir de la Grange aux Dames qui pour l'instant n'est pas en vente.

Sur les travaux de l'autoroute j'ai répondu au collectif. L'A51 a effectivement un revêtement neuf puis celui de l'A480 sera fait également mais une fois les travaux d'assainissement terminés. Nous avons bien œuvré pour que les travaux soient faits même si ce n'est pas une compétence communale.

Sur Savoyères c'est un projet qui est toujours d'actualité. L'idée étant de faire un tiers lieu mais ce n'est pas au programme 2022. Nous devons prioriser et le St Ange est notre priorité.

Nathalie Cotte : Un tiers lieu, pourquoi faire ?

Christophe Revil : C'est une demande des agriculteurs pour des réunions, mais aussi des résidences d'artistes. C'est aussi un moyen pour avoir des financements.

Nathalie Cotte : Là aussi vous pensez inclure les habitants dans la réflexion ?

Christophe Revil : Il faudra au préalable déterminer les besoins et évaluer les contraintes d'accès entre autres.

Christophe Revil : Sur la question des OAP qui, je le rappelle, sont des orientations inscrites dans le PLUI qui se déclenchent en fonction des ventes. Pour l'OAP nord les mutations foncières ne sont pas validées et nous attendons toujours la validation de la METRO.

L'OAP la Ronzy : Nous avons sur ce projet seulement un principe d'accord rien est abouti Les porteurs de projets ont revu la capacité de production du nombre de logements à la baisse et à ma connaissance nous sommes loin d'avoir un accord sur ce secteur. Quant à la CROIX Blanche, ce projet est sur le point d'aboutir.

Nathalie Cotte: Comment va se faire le rattrapage de logements sociaux ?

Christophe Revil: Je vous renvoie au contrat de mixité social voté lors du dernier conseil.

Christophe Revil : sur la question d'Isabelle Comte Delplace de faire un bilan par élus de la METRO je ne suis pas sûre de bien comprendre la demande.

Isabelle Comte Delplace : Ma demande porte sur votre action en tant qu'élus à la METRO ? Comment défendez-vous les dossiers de la commune ?

Christophe Revil : Je suis favorable pour vous donner en conseil les dossiers sur lesquels nous travaillons avec la METRO.

Dominique CAIROLA: La METRO ne devrait-elle pas le faire et éditer une note synthétique par commune ?

Christophe Revil: Une fois par an, nous avons une réunion bilan sur la voirie par exemple.

Nathalie Cotte: Sur le public des personnes âgées et du programme VADA, c'est bien d'avoir un point en conseil. Plusieurs personnes ont travaillé sur ce sujet ...comment pensez-vous accompagner cette population ?

Christophe Revil : Sur VADA nous avons une méthodologie comprenant une série de diagnostics, des ateliers participatifs, des déambulations, un comité de pilotage et le plan d'actions qui est en cours et qui vous sera présenté prochainement Ce projet implique d'avoir une vue globale sur l'accompagnement du vieillissement dans toutes nos politiques. C'est pour cela que plusieurs élus sont mobilisés et plusieurs services aussi. Nous développerons cela sous forme de point d'information en conseil municipal.

Nathalie COTTE : Comment s'inscrit Claix dans le Plan gérontologique du Département ? Varcès s'est positionnée pour avoir un EHPAD sur le territoire.

Christophe Revil : C'est compliqué de développer sur notre bassin de vie ce type d'établissements qui sont déjà très présents

Dominique CAIROLA : Le maintien à domicile c'est vertueux mais c'est difficile de trouver du personnel ? il y a des places en EHPAD mais souvent loin des aidants ? De plus pour l'accès aux soins de ce public à domicile c'est compliqué SOS médecin ne vient pas à Claix ...la seule solution reste les urgences du CHU

Christophe Revil : Je partage cette analyse et par ailleurs des lits sont fermés en EHPAD faute de personnel. Nous avons déjà des conventions avec des EHPAD avec Seyssins, Pont de Claix.

2/Débat d'orientation budgétaire : budget communal 2022.

Moment important dans l'élaboration du budget de la ville, le rapport d'orientation budgétaire doit permettre au conseil municipal, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), de débattre sur les grandes orientations et hypothèses qui sous-tendent la construction du budget pour l'exercice à venir. Conformément aux nouvelles dispositions de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), le débat d'orientation budgétaire s'appuie sur un rapport dont le contenu vient d'être précisé par décret n°2016-841 du 24 juin 2016.

CONSIDERANT que le Débat d'Orientation Budgétaire est une formalité substantielle de la concertation communale et, qu'il doit se tenir dans les deux mois précédents l'examen du Budget Primitif.

Le Conseil Municipal sur proposition du Rapporteur PROCÈDE au débat et à l'examen d'un rapport (en annexe) sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette de la collectivité.

Le conseil municipal est invité à délibérer pour prendre acte du débat sur ce rapport d'orientation budgétaire.

Modalités de vote : à la majorité (28 votants)

24 voix pour l'approbation de la prise d'acte

4 abstentions

Isabelle Comte Delplace : Dans le rapport des dépenses d'investissements est listée par exemple l'aménagement de la salle du Conseil ? Pouvez-vous nous donner des détails sur ces aménagements ?

Nathalie Cotte : Je ne comprends pas pourquoi nous votons le BP dans deux mois ? Fin mars ? Qu'est ce qui explique cela ?

Je remarque que des dettes vont s'éteindre avec de nouvelles possibilités d'emprunts et c'est logique puisque des acquisitions foncières sont prévues. Toutefois, je remarque que vous n'avez pas de PPI. Avez-vous une idée des montants des nouveaux emprunts ? Existe-t-il des projections avec différents scénarios avec ou sans acquisition de bien foncier ? Je constate un manque de lisibilité sur les investissements.

Sur le fonctionnement :

Vous annoncez une augmentation légère des recettes comment expliquez-vous cette augmentation ?

Du côté des dépenses quelle est la part de la masse salariale ? Pourquoi cette évolution ? Est-ce la conséquence de la pyramide des âges des agents de la collectivité ?

Sur le projet CVCM, quelle est la part de subvention de la METRO et comment nous accompagne-t-elle ?

Luc Martignago : nous constatons une baisse des dotations, est ce que vous sollicitez des fonds européens ? Dans le cadre du projet Grenoble capitale verte, pouvons-nous solliciter des aides ?

Dominique CAIROLA : J'ai une remarque sur le contexte lié au coût des fluides, avez-vous anticipé les nouvelles charges ? Coût de l'essence, gaz, électricité ?

Christophe Revil : Effectivement la salle du conseil est un projet listé en 2022 afin de poursuivre la rénovation de l'hôtel de Ville. Cette salle qui est aussi notre salle des mariages mérite un lifting. Il s'agit aussi d'améliorer les conditions de sonorisation, de projection, et de visioconférence.

Nathalie Cotte : Pensez-vous inclure un système de visioconférence afin de permettre aux Clairois de suivre en direct les débats du conseil municipal.

Christophe Revil : C'est une réflexion effectivement comme nous l'avons fait pour notre salle du PCS.

Béatrice Berthon : Concernant les 2 mois entre le DOB et le vote du BP nous sommes tributaires de la trésorerie qui l'année dernière nous a remis le compte de gestion le 15/02 seulement. Puis nous avons une période de congés du 15/02 au 28/02, la préparation des subventions aux associations qui demande du temps. Nous avons pris une petite marge de sécurité cela nous amène donc au vote du BP le 24 mars.

Concernant votre question sur l'emprunt, tout est dans le rapport page 15 prospectives 2022-2025 avec les montants envisagés d'emprunts d'équilibre.

Nathalie Cotte : Vous avez une façon presque désagréable de retourner la question. Nous avons besoin de faire le lien entre les projets et l'emprunt.

Béatrice Berthon : Page 11 budget 2022 besoin de financement de 1.5 million c'est le montant de l'emprunt.

Béatrice Berthon : Les recettes devraient revenir à des niveaux stables pour les cantines et le périscolaire mais cela reste un prévisionnel. Des prévisions sans nouvelle crise sanitaire avec des recettes classiques.

Christophe Revil : Sur la masse salariale nous allons dépasser les 50%, mais nous ne recrutons pas à tour de bras, cette augmentation s'explique par la mise en place des chèques déjeuners, des astreintes de la police municipale et des services techniques, des élections avec deux scrutins cette année et de la revalorisation des catégories C. En ce qui concerne la pyramide des âges la tendance est au rajeunissement avec une vague importante de départs à la retraite ces dernières années.

Sur le projet CVCM la participation de la METRO se décline sous forme de fonds de concours. Par exemple pour l'aménagement de la place Hector Berlioz, nous allons voter en conseil les modalités de financement de la METRO.

Béatrice Berthon : Pour les dépenses avec augmentation des fluides, nous sommes sur des marchés figés.

Christophe REVIL : Nos agents sollicitent des subventions extérieures pour l'ensemble des projets éligibles. Nous faisons la chasse aux subventions, et il faudra solliciter les fonds européens. La METRO va mettre en place une aide pour les communes afin de les aider à solliciter les subventions.

Dominique CAIROLA : Dans le PPI 1.4 millions de travaux prévus avec possibilité de faire l'acquisition de la Grange aux Dames mais à quel prix ? Dans la précédente mandature, le prix avait été estimé à 450 000 euros.

Christophe Revil : Nous avons une estimation des domaines, mais quel sera le prix de mise en vente par le propriétaire je l'ignore !

Dominique CAIROLA : Le prévisionnel est de combien ?

Christophe Revil : Dans les 1.4 millions, il y a l'estimation des domaines pour la Grange aux dames et d'autres projets d'investissement.

3/ Avance de la subvention de fonctionnement 2022 pour l'association Claix Football

Le Rapporteur EXPOSE

Vu L'article L.2121-29 du Code général des Collectivités Territoriales

Vu l'article L.1612-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT, que dans l'attente du vote du budget 2022 et de l'attribution des subventions allouées aux associations, il est nécessaire de permettre à l'association Claix Football d'assurer son fonctionnement,

PROPOSE d'accorder une avance sur la subvention 2022 de la Ville à l'association sportive Claix Football à hauteur de 3 000 € dans l'attente du vote des subventions 2022, au chapitre 65, article 6574. En raison de la situation sanitaire, cette avance permettra de couvrir les besoins de trésorerie de l'association Claix Football pour les premiers mois de l'année,

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

4/ Création de deux postes d'adjoint technique à temps complet,

Le Rapporteur EXPOSE

VU la loi N° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques

CONSIDERANT les départs par voie de mutation de 2 agents du service Bâtiment au sein de la DTAE, CONSIDERANT la nécessité de recruter deux agents sur les postes d'agent polyvalent du bâtiment afin de maintenir les effectifs du service,

PROPOSE de créer à compter du 1^{er} Février 2022 :

- Deux postes d'adjoint technique à temps complet,

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

5/ Espace Naturel Sensible (ENS) de la Colline de Comboire – Demande de soutien financier au programme d'actions 2021

VU la délibération cadre relative à la politique espaces naturels sensibles 2015-2021 adoptée par le conseil départemental de l'Isère le 17 décembre 2015.

VU la délibération n° DEL 07/2019 d'approbation du plan de gestion du site et du programme d'actions sur la période 2019-2023 adoptée par le conseil municipal de Claix du 7 février 2019.

VU la délibération N°DE-2019-SEDD-002 d'approbation du plan de gestion du site et du programme d'actions sur la période 2019-2023 adoptée par le conseil municipal de Seyssins du 11 février 2019.

Le Rapporteur RAPPELLE au Conseil Municipal que les communes de Claix et Seyssins ont finalisé en début d'année 2019 le premier plan de gestion pour le site de la colline de Comboire, classé depuis l'automne 2017 Espace Naturel Sensible (ENS) par le Département de l'Isère.

Ce premier plan de gestion de site, d'une durée de 5 ans (2019-2023), a été validé par le Département de l'Isère lors de la Commission permanente du 17 mai 2019.

Les actions 2021 du plan de gestion de l'ENS sont listés ci-après. Ces actions sont financées par les communes gestionnaires.

Le Département apporte à la commune de Claix pour chacune des actions du programme 20% de la dépense à charge de la commune. Il apporte également à la Commune de Claix un forfait de fonctionnement de 2000€ une fois par an afin de soutenir le travail mené en régie par les services communaux.

Le Rapporteur PROPOSE de solliciter une subvention du Conseil Départemental pour participer au financement des actions 2021 sur l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire tel que listées ci-dessus.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

6/ Convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire pour l'année 2022.

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil municipal que :

VU la convention n° : SPN - 2017 – 0007 du 20/09/2017 d'intégration du site de la Colline de Comboire (SL008) sur les communes de Claix et Seyssins dans le réseau des Espaces Naturels Sensibles du Département de l'Isère.

VU la délibération n° DEL 07/2019 d'approbation du plan de gestion du site et du programme d'actions sur la période 2019-2023 adoptée par le conseil municipal de Claix du 7 février 2019.

VU la convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire pour l'année 2021.

Les communes de Claix et Seyssins ont constitué en 2021 un partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels d'Isère (CEN38). Il s'agissait de faciliter la mise en œuvre d'une partie des actions 2021 du plan de gestion de l'ENS de la colline de Comboire.

Les communes de Claix et Seyssins souhaitent renouveler en 2022 ce partenariat avec le CEN38 pour assurer les missions suivantes : assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation de travaux d'entretien, accompagnement des gestionnaires et des usagers de la colline de Comboire sur de nouvelles pratiques de gestion des milieux, etc.

Cette mission d'assistance est proposée pour une durée de 1 an et suivant les termes d'une convention annexée à la présente délibération. Cette convention fixe les modalités d'intervention du CEN38.

La participation financière des deux communes, au titre de l'année 2022, s'élève à 6 050 € TTC, soit 3 569,50€ TTC à la charge de Claix (59%) et 2 480,50€ TTC à la charge de Seyssins (41%).

CONSIDERANT l'aide apportée annuellement par le Département de l'Isère pour financer auprès des deux communes cinq jours d'assistance du CEN38, ainsi que 20% des actions financées par Claix.

Le Rapporteur PROPOSE d'approuver la convention, d'autoriser Monsieur le Maire à la signer ainsi que tous les actes afférents.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

Nathalie Cotte : Pour information les 5 jours d'assistance, est ce que nous les mobilisons et sur quelles missions ?

Yannick PASDRMADJIAN : Ces 5 jours sont directement pris en charge par le Département sur l'ensemble des actions menées.

7/ Approbation des statuts de Grenoble Alpes Métropole

Le Rapporteur EXPOSE

Vu les articles L 5211-4-4, L 5211-5 et L5217-2 du code général des collectivités,

Vu le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole »,

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2017-04-03-006 du 3 avril 2017 portant transfert de compétences en matière de culture à Grenoble-Alpes Métropole,

Vu l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-31-003 du 31 décembre 2018 portant transfert de la compétence insertion-emploi à Grenoble-Alpes Métropole,

Vu l'arrêté préfectoral n° 38-2020-03-17-001 du 17 mars 2020 portant transfert des compétences des sites du Col de Porte et du Sappey-en-Chartreuse,

CONSIDERANT que la Métropole a été créée par un décret du 23 décembre 2014, pris en application de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Ce décret fixe son périmètre, ses compétences et sa dénomination. De nouveaux transferts de compétence, en matière de culture, d'emploi et d'insertion et de gestion des sites du Col de Porte et du Sappey-en-Chartreuse, ont été réalisés par la suite et ont donné lieu à trois arrêtés préfectoraux en date du 3 avril 2017, du 31 décembre 2018 et du 17 mars 2020.

Ces différents transferts n'ont pas donné lieu à la formalisation de statuts.

Toutefois, dans un contexte évolutif caractérisé par l'extension du périmètre de l'EPCI et l'augmentation du nombre des compétences exercées, la question de l'adoption de statuts ne se réduit pas à la satisfaction d'une exigence réglementaire. Ainsi, même si Grenoble-Alpes Métropole en est dispensée en droit, l'adoption de statuts est le moyen de réunir dans un document unique, actualisé et opposable, les compétences et les modalités de fonctionnement de l'EPCI. Ce regroupement facilite ainsi la lisibilité pour l'ensemble des élus locaux et des habitants du cadre d'action de la métropole.

C'est la raison pour laquelle la Chambre régionale des comptes, dans son dernier rapport relatif à la gestion de la Métropole a recommandé l'adoption de statuts.

Le projet de statuts a été élaboré, en reprenant strictement les contenus du décret initial et des arrêtés ultérieurs du Préfet. Seules les modifications du code général des collectivités territoriales ont été prises en compte.

Par ailleurs, l'article 65 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique est venu assouplir les relations entre les EPCI et leurs communes membres en matière de mutualisation de l'achat.

Ainsi, il est créé, dans le code général des collectivités territoriales, l'article L. 5211-4-4 rédigé selon les termes suivants : « I. *Lorsqu'un groupement de commandes est constitué entre des communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou entre ces communes et cet établissement public, les communes peuvent confier à titre gratuit à cet établissement public, par convention, si les statuts de l'établissement public le prévoient expressément, indépendamment des fonctions de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées, la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement.* »

Ce texte prévoit donc la possibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de mener les procédures de passation et d'exécution des marchés publics, au nom et pour le compte de leurs communes membres et ce, même si l'EPCI ne dispose pas de la compétence pour laquelle l'achat est réalisé dès lors que les communes se constituent en groupement de commandes. En revanche, l'EPCI lui n'est pas dans l'obligation de faire partie du groupement. Il pourra donc agir alors même que l'achat ne répond pas à ses propres besoins.

Une telle disposition étant de nature à faciliter la mutualisation des achats, notamment pour les communes qui ne disposent pas des moyens nécessaires à cet effet, il apparaît utile de prévoir la possibilité d'y recourir dans les statuts de Grenoble-Alpes Métropole.

L'article L 5211-5 du CGCT dispose que les statuts sont adoptés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale, à savoir :

- L'accord de la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population ;
- L'accord du conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres, soit celui de la commune de Grenoble.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les statuts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

PROPOSE d'approuver les statuts de Grenoble-Alpes Métropole tels qu'annexés à la présente délibération.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

8/ Approbation du rapport de la CLECT du 25 novembre 2021.

Le Rapporteur EXPOSE

Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM,

Vu le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble,

Vu le rapport de la CLECT du 25 novembre 2021

CONSIDERANT La transformation de la communauté d'agglomération en Métropole emporte des transferts de compétences des communes à cette dernière.

Les transferts doivent être valorisés de manière à ce que l'opération soit neutre pour les finances des communes comme pour celles de la Métropole.

Le code général des impôts (CGI) prévoit que cette neutralité est assurée par une diminution des attributions de compensation (AC) perçues ou versées par les communes, à due concurrence des dépenses nettes liés aux compétences transférées.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) est chargée de réaliser l'évaluation des charges nettes transférées par les communes à la Métropole lors de chaque transfert de compétence.

Le rapport de la CLECT du 25 novembre 2021 procède à l'évaluation des charges suivantes :

- La correction des charges transférées en 2015 au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement pour les communes de Grenoble et Seyssins qui ont manifesté le souhait de reprendre ce pouvoir suite aux dernières élections municipales et intercommunales de 2020.
- Les charges liées à la création, au développement, à l'exploitation et à l'entretien des sites du Col de Porte et du Sappey-en-Chartreuse, pour les activités sportives, de loisirs, pastorales et sylvicoles à l'exclusion du ski alpin et des remontées mécaniques suite au transfert de compétences du 1er juillet 2020.

Ce transfert concerne les communes de Sarcenas et du Sappey-en-Chartreuse

La CLECT ayant rendu ses conclusions le 25 novembre 2021, il est demandé à chaque conseil municipal des communes-membres de se prononcer sur le rapport de la CLECT

Le conseil métropolitain procèdera à l'ajustement des AC lorsque le rapport de la CLECT aura été approuvé par la majorité qualifiée des conseils municipaux.

PROPOSE d'approuver le rapport de la CLECT du 25 novembre 2021,

AUTORISE M. Le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

9/ Signature d'une convention « Petits Déjeuners » avec le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports pour l'Ecole François Mignot

Le Rapporteur EXPOSE

VU la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021

VU la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté adoptée par le Gouvernement en 2018 et qui prévoit d'encourager la distribution de petits déjeuners dans les écoles primaires

CONSIDERANT que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage

PROPOSE la signature d'une convention avec le Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (MENJS) permettant la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » pour l'école François Mignot de Claix, pour l'année scolaire 2021-2022

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

Nathalie Cotte : Il est insupportable de savoir que des enfants vont à l'école le ventre vide et la plupart par manque de moyens. Pourquoi ce dispositif est-il mis en place 1 jour par semaine seulement ? Pourquoi ce choix de toute la classe ? Est-ce prévu de communiquer et de sensibiliser les parents pour éviter le gaspillage ?

Isabelle Comte Delplace : Et les autres écoles pourquoi ne participent-elles pas ?

Sylvie Alphonse : L'ensemble des écoles a reçu l'offre cela reste au choix des écoles. Pour Pont rouge c'est dans le projet d'école, la Directrice a donc répondu favorablement. Un jour par semaine c'est le lancement avec une communication aux familles.

10/ Avenant n°3 au contrat de fournitures de repas entre la Société Publique Locale (SPL) Vercors Restauration et la Ville de Claix

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération N°101/2019 du 28 novembre 2019,

Le Rapporteur EXPOSE que la commune de Claix a signé le 29 novembre 2019 un contrat de 5 ans avec la SPL Vercors Restauration pour lui confier la fourniture et la livraison de repas dans les écoles et le centre de loisirs.

CONSIDERANT la nécessité de commander dès janvier 2022 des repas adultes individuels, et non par barquette collective, pour les responsables de site déjeunant à des horaires variables.

PROPOSE la signature de l'avenant n°3 au contrat de fournitures de repas, et le bordereau des prix unitaires

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

Madame Sylvie ALPHONSE ne prend pas part au vote.

11/ Avenant n°3 au contrat de fournitures de repas entre la Société Publique Locale (SPL) Vercors Restauration et la Ville de Claix

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération N°101/2019 du 28 novembre 2019,

Le Rapporteur EXPOSE que la commune de Claix a signé le 29 novembre 2019 un contrat de 5 ans avec la SPL Vercors Restauration pour lui confier la fourniture et la livraison de repas dans les écoles et le centre de loisirs.

CONSIDERANT la nécessité de commander dès janvier 2022 des repas adultes individuels, et non par barquette collective, pour les responsables de site déjeunant à des horaires variables.

PROPOSE la signature de l'avenant n°3 au contrat de fournitures de repas, et le bordereau des prix unitaires

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

Claix le 28 janvier 2022

Le secrétaire de séance,
Martine BRUN



Le Maire,
Christophe REVIL

